ELECTIONS LEGISLATIVES du 4 Mars 1973

Union des Républicains de Progrès

●

Electrices, Electeurs,

L'enjeu des prochaines élections est d'une importance dramatique, comme l'a souligné le Président de la République dans sa conférence télévisée du 8 février. **Un nouveau « mai rouge » n'est pas écarté.**

• • •

Ce qui est en cause, c'est d'abord **le maintien** de nos institutions, l'esprit et la lettre de la Constitution que le peuple français a votée en 1958. Nous voulons, dans l'intérêt du pays, maintenir le rôle déterminant du Président de la République, son élection au suffrage universel et ne pas retomber dans le régime parlementaire qui nous a toujours fait tant de mal, à cause de l'instabilité qu'il encourage et de son inéfficacité en matière de progrès et de réformes. **Vingt quatre** gouvernements en 12 ans de IVe République, ça suffit !

• • •

Ce qui est en cause, **c'est le maintien de notre Défense Nationale.** Il n'est pas une nation au monde qui n'ait le souci de préserver son existence et ses frontières. Nous n'acceptons pas de supprimer nos forces atomiques quand les Etats-Unis, la Russie et plus modestement l'Angleterre et la Chine, gardent les leurs et les développent. Nous n'acceptions pas de rompre notre système d'alliance avec les U.S.A. et de réduire à néant notre armée active pour que la France soit livrée à des aventures qui seraient plus graves que celles de 1940.

Nous n'acceptons pas d'être livrés à l'armée russe comme la Pologne, la Hongrie ou la Tchécoslovaquie.

• • •

Ce qui est en cause, **c'est l'ensemble de notre économie,** industrie et agriculture, les deux richesses de la nation, qui assurent à la France une place de choix dans l'Europe et un développement de notre produit national nous plaçant en tête de notre continent.

Industrie et agriculture menacées par les nationalisations abusives et appauvrissantes, par l'autogestion ouvrière, source de conflits et de sous-productivité, par la dictature du parti communiste sur les banques, sur la vente ou la location des terres, par la municipalisation des sols qui porte atteinte à la propriété individuelle, surtout à la propriété agricole, par le développement excessif des coopératives ruinant le petit commerce.

• • •

Ce qui est en cause, **c'est l'Europe,** comptant à cette heure 252 millions d'habitants contre 205 aux Etats-Unis et 242 à la Russie, devenue la première puissance commerciale du globe au second rang derrière des Etats-Unis pour la richesse de ses habitants, la première pour ses échanges et sa générosité dans l'aide au tiers-monde, organisant son Marché Commun qui bénéficie tant aux agriculteurs.

Il ne faut pas permettre à la gauche dite unie de détruire, comme c'est son intention écrite, une telle construction d'amitié, de paix et de prospérité.

Ce qui est en cause, **c'est la justice sociale** « dont nous devons avoir la hantise », pour que, grâce à l'effort de tous, dans l'ordre, nous arrivions à régler

1) les problèmes urgents que sont l'augmentation des salaires, l'abaissement de l'âge de la retraite, un même système de sécurité sociale pour tous et des retraites décentes.

2) les insuffisances actuelles que connaissent pour leur condition, les personnes âgées, les victimes du travail, les handicapés, les anciens combattants.

3) le plein emploi d'une main-d'œuvre de mieux en mieux qualifiée et bénéficiant largement de la formation professionnelle, de l'éducation permanente, avec les allocations nécessaires pour les périodes d'inactivité.

4) un nouveau statut du petit commerce et de l'artisanat qu'il faut protéger et développer.

5) l'égalisation des salaires masculins et féminins et la promotion continue de la femme.

• • •

Électrices, Électeurs,

Ce qui est en cause, **c'est l'effort pour les collectivités locales et la région.** Nous voulons une libération accrue de la tutelle, des ressources complémentaires dans le domaine des charges de l'enseignement (transports scolaires, nationalisation, environnement) et une véritable régionalisation où, sans perdre l'unité nationale, nous puissions œuvrer pour développer notre Bretagne, en gardant le caractère spécifique de sa culture.

Ce qui est en cause, **ce sont nos libertés,** la liberté d'enseignement au premier chef, que la gauche dite unie supprimerait dès la première législature, en récusant comme indignes les prêtres et les religieuses.

La liberté d'entreprise et le droit de posséder son sol et sa maison pour les transmettre aux siens, la liberté de voyager quand on veut et où l'on veut, la liberté d'épargner sans que le parti communiste contrôle, la liberté d'exprimer ses opinions politiques et de ne pas être asservi comme dans les pays de l'Est.

• • •

Si vous votez pour la gauche dite unie **« votre vie sera changée »** vous assurent MM. Marchais et Mitterand.

Changée certes, mais dans quel sens ? Vous tombez sous la dictature que connaissent et subissent les pays de l'Est.

Nous, nous transformerons la société et l'améliorerons jour après jour.

Nous, nous voulons vivre heureux dans une France prospère et libre, dans une Europe enfin en paix et solidement unie.

Vous voterez pour les candidats de l'Union des Républicains de Progrès.

Vive le Président POMPIDOU !

Vive la République !

Vive la France !



Abbé Hervé LAUDRIN

Maire de Locminé
Conseiller Général
Député du Mprbihan
Membre du Parlement Européen
Chevalier de la Légion d'Honneur

Suppléant : **Jean PASCAL**

Docteur en Pharmacie
Conseiller Municipal de Pontivy
Chevalier du Mérite National



IMP. BUREAU - LOCMINÉ